

**Art. 5.** Un article 22<sup>quater</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 22<sup>quater</sup>. Le membre du Service d'Enquêtes qui, à la fin du premier terme renouvelable de cinq ans visé à l'article 20, alinéa 2, fait l'objet d'une dernière évaluation avec la mention finale « bon », peut demander au Comité permanent P son transfert définitif dans le cadre organique statutaire du Service d'Enquêtes du Comité permanent P.

Le membre du Service d'Enquêtes qui, à la fin du second terme renouvelable de cinq ans visé à l'article 20, alinéa 2, fait l'objet d'une dernière évaluation avec la mention finale « bon », peut être transféré de plein droit dans le cadre organique statutaire du Service d'Enquêtes du Comité permanent P. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 mai 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

M. VERWILGHEN

—  
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* - Proposition de loi de M. Coveliers n° 50-2142/1. - Amendements n° 50-2142/2 à 4. - Rapport n° 50-2142/5. - Texte adopté par la commission n° 50-2142/6. - Amendements n° 50-2142/7. Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat n° 50-2142/8.

*Compte rendu intégral* : 19 et 20 mars 2003.

Sénat.

*Documents parlementaires.* - Projet transmis par la Chambre des représentants n° 2-1556/1. - Rapport n° 2-1556/2 - Texte corrigé par la commission n° 2-1556/3. - Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale n° 2-1556/4.

*Annales* : 2 et 3 avril 2003.

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2003 — 2665

[C — 2003/00526]

**3 MAI 2003.** — Loi portant modification de la loi organique du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignements et de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modifications de la loi organique du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignements*

**Art. 2.** A l'article 9, deuxième alinéa, de la loi organique du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignements le mot « internes » est supprimé.

**Art. 3.** A l'article 10 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

a) l'alinéa suivant est inséré avant l'alinéa 1<sup>er</sup> :

« Le Comité permanent P traite les plaintes et dénonciations qu'il reçoit en matière de fonctionnement, d'intervention, d'action ou d'abstention d'action des services de police et de leurs membres visés à l'article 3. »;

**Art. 5.** In dezelfde wet wordt een artikel 22<sup>quater</sup> ingevoegd, luidende :

« Art. 22<sup>quater</sup>. Het lid van de Dienst Enquêtes dat, op het einde van de eerste hernieuwbare termijn van vijf jaar bedoeld in artikel 20, tweede lid, een laatste evaluatie met eindvermelding « goed » heeft, mag aan het Vast Comité P zijn definitieve overgang naar het organiek statutair kader van de dienst Enquêtes van het Vast Comité P vragen.

Het lid van de dienst Enquêtes dat, op het einde van de tweede hernieuwbare termijn van vijf jaar bedoeld in artikel 20, tweede lid, een laatste evaluatie met de eindvermelding « goed » heeft kan van rechtswege worden opgenomen in het organiek statutair kader van de dienst Enquêtes van het Vast Comité P. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 3 mei 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

M. VERWILGHEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire stukken.* - Wetsvoorstel van de heer Coveliers nr. 50-2142/1. - Amendementen nr. 50-2142/2 tot 4. - Verslag nr. 50-2142/5. - Tekst aangenomen door de commissie nr. 50-2142/6. - Amendementen nr. 50-2142/7. - Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat nr. 50-2142/8.

*Integraal verslag* : 19 en 20 maart 2003.

Senaat.

*Parlementaire stukken.* - Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers nr. 2-1556/1. - Verslag nr. 2-1556/2. - Tekst verbeterd door de commissie nr. 2-1556/3. - Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd nr. 2-1556/4.

*Handelingen* : 2 en 3 april 2003.

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2003 — 2665

[C — 2003/00526]

**3 MEI 2003.** — Wet tot wijziging van de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten en van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten*

**Art. 2.** In artikel 9, tweede lid, van de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten vervalt het woord «interne».

**Art. 3.** In artikel 10 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) vóór het eerste lid wordt het volgende lid toegevoegd :

« Het Vast Comité P behandelt de klachten en aangiften die het ontvangt betreffende de werking, het optreden, het handelen of het nalaten te handelen van de politiediensten en hun personeelsleden bedoeld in artikel 3. »;

b) l'alinéa 2, qui devient l'alinéa 3, est remplacé par la disposition suivante :

« Le Comité permanent P peut décider, lorsqu'il estime que les données de la plainte ou de la dénonciation n'ont pas trait à des dysfonctionnements organisationnels ou à des dysfonctionnements, négligences ou fautes individuels graves, de transférer la compétence de traitement de la plainte ou dénonciation, selon le cas, au commissaire général de la police fédérale, au chef de corps de la police locale, au chef des autres services de police visés à l'article 3 pour leurs services et personnel. »;

c) l'alinéa 3, inséré par la loi du 1<sup>er</sup> avril 1999 et qui devient l'alinéa 4, est complété comme suit :

« et de transférer la compétence de traitement de celle-ci à l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale »;

d) l'article est complété par les alinéas suivants :

« La décision du Comité permanent P de ne pas donner suite à une plainte ou une dénonciation, de transférer la compétence de traitement de la plainte ou dénonciation ou de clôturer l'enquête est motivée et communiquée par écrit à la partie qui a déposé la plainte ou formulé la dénonciation.

En cas de transfert de cette compétence, il doit être mentionné dans la notification que, si la partie ayant déposé la plainte ou formulé la dénonciation conteste les conclusions de l'enquête qui lui ont été communiquées lors de la clôture du dossier, elle peut demander au Comité permanent P d'examiner à nouveau sa plainte ou dénonciation moyennant une demande écrite et motivée.

Lorsque l'enquête est clôturée, le résultat de celle-ci est communiqué en termes généraux.

Le Comité permanent P communique les conclusions de l'enquête, selon le cas, au commissaire général de la police fédérale, au chef de corps de la police locale ou à la direction des services de police visés à l'article 3.

Le service de police auquel la compétence de traitement de la plainte ou de la dénonciation a été transférée, informe le Comité permanent P, lors de la clôture de l'enquête, des conclusions de celle-ci et des mesures prises. »

**Art. 4.** A l'article 11 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

a) au 1<sup>o</sup>, remplacé par la loi du 20 juillet 2000, les mots « 15 avril » sont remplacés par les mots « 1<sup>er</sup> juin »;

b) il est inséré un 1<sup>o bis</sup>, libellé comme suit :

« 1<sup>o bis</sup> chaque fois qu'il l'estime utile ou à la demande de la Chambre des représentants ou du Sénat, par un rapport d'activités intermédiaire, qui peut comprendre, s'il échet, des conclusions et des propositions d'ordre général relatives à un dossier d'enquête déterminé. Ce rapport est transmis aux présidents de la Chambre des représentants et du Sénat ainsi qu'aux ministres compétents; ».

**Art. 5.** A l'article 14bis de la même loi, inséré par la loi du 1<sup>er</sup> avril 1999, sont apportées les modifications suivantes :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la troisième phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Le commissaire général de la police fédérale, l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale et les chefs de corps de la police locale transmettent d'office au Comité permanent P une copie des plaintes et dénonciations qu'ils ont reçues concernant les services de police ainsi qu'un bref résumé des résultats de l'enquête lors de la clôture de celle-ci. »;

b) l'article est complété par les alinéas suivants :

« Ces informations peuvent être enregistrées et traitées par le Comité permanent P pour les besoins de ses missions légales de contrôle des services de police, afin de procéder à une analyse du fonctionnement général et global des services de police et des fonctionnaires de police individuels et pour formuler des propositions aux autorités en vue d'améliorer le fonctionnement des services de police.

b) het tweede lid, dat het derde lid wordt, wordt vervangen als volgt :

« Het Vast Comité P kan besluiten, wanneer het van oordeel is dat de gegevens van de klacht of de aangifte niet wijzen op een organisatorische disfunctie of op een ernstige individuele disfunctie, nalatigheid of fout, de bevoegdheid om de klacht of aangifte af te handelen over te dragen, naar gelang van het geval, aan de commissaris-generaal van de federale politie, aan de korpschef van de lokale politie, aan het hoofd van de andere politiediensten bedoeld in artikel 3 voor wat betreft hun diensten en personeelsleden. »;

c) het derde lid, ingevoegd bij de wet van 1 april 1999 en dat het vierde lid wordt, wordt aangevuld als volgt :

« en de bevoegdheid om de klacht of aangifte af te handelen over te dragen aan de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie »;

d) het artikel wordt aangevuld met de volgende leden :

« Het besluit van het Vast Comité P om geen gevolg te geven aan een klacht of aangifte, om de bevoegdheid om de klacht of aangifte te behandelen over te dragen en om het onderzoek af te sluiten, wordt gemotiveerd en schriftelijk ter kennis gebracht van de partij die de klacht heeft ingediend of de aangifte heeft gedaan.

In geval van overdracht van bevoegdheid wordt in deze kennisgeving vermeld dat, indien de partij die de klacht heeft ingediend of de aangifte heeft gedaan bij de mededeling van het afsluiten van het onderzoek niet kan instemmen met de resultaten van het onderzoek, zij het Vast Comité P schriftelijk en gemotiveerd kan verzoeken haar klacht of aangifte opnieuw te behandelen.

In geval van afsluiten van het onderzoek wordt in de kennisgeving het resultaat van het onderzoek in algemene bewoordingen meegedeeld.

Het Vast Comité P brengt de besluiten van het onderzoek naar gelang van het geval ter kennis van de commissaris-generaal van de federale politie of van de korpschef van de lokale politie of van de leiding van de politiediensten bedoeld in artikel 3.

De politiedienst aan wie de bevoegdheid om de klacht of de aangifte te behandelen werd overgedragen, licht bij het afsluiten van het onderzoek het Vast Comité P in over de besluiten ervan en over de maatregelen die werden genomen. »

**Art. 4.** In artikel 11 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 1<sup>o</sup>, vervangen bij de wet van 20 juli 2000, worden de woorden « 15 april » vervangen door de woorden « 1 juni »;

b) er wordt een 1<sup>o bis</sup> ingevoegd, luidende :

« 1<sup>o bis</sup> telkens wanneer het dit nuttig acht of op verzoek van de Kamer van volksvertegenwoordigers of van de Senaat, door een tussentijds activiteitenverslag dat, indien nodig, algemene conclusies en voorstellen kan bevatten betreffende een welbepaald onderzoeks-dossier. Dat verslag wordt overgezonden aan de voorzitters van de Kamer van volksvertegenwoordigers en van de Senaat alsmede aan de bevoegde ministers; ».

**Art. 5.** In artikel 14bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 1 april 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid wordt de derde volzin vervangen als volgt :

« De commissaris-generaal van de federale politie, de algemene inspectie van de federale en van de lokale politie en de korpschefs van de lokale politie sturen aan het Vast Comité P ambtshalve een kopie van de klachten en aangiften die zij betreffende de politiediensten hebben ontvangen en bij het afsluiten van het onderzoek een korte samenvatting van het resultaat ervan. »;

b) het artikel wordt aangevuld met de volgende leden :

« Deze gegevens kunnen door het Vast Comité P opgeslagen en verwerkt worden ten behoeve van zijn wettelijke opdrachten van toezicht op de politiediensten en teneinde een analyse te maken van het algemeen en globaal functioneren van de politiediensten en van de individuele politieambtenaren alsook teneinde aan de overheden voorstellen te formuleren om de werking van de politiediensten te verbeteren.

Les données individuelles peuvent uniquement être communiquées aux services de police en ce qui concerne leur personnel et à l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale. ».

**Art. 6.** Il est inséré dans la même loi un article 14ter, libellé comme suit :

« Art. 14ter. Le commissaire général de la police fédérale, les chefs de corps de la police locale, l'inspecteur général de la police fédérale et de la police locale et la direction des services de police visés à l'article 3 qui établissent un rapport annuel ou tout autre rapport général portant sur leur fonctionnement, en font parvenir un exemplaire au président du Comité permanent P dans les deux semaines. »

**Art. 7.** Il est inséré dans la même loi, à la place de l'article 20bis, qui devient l'article 20ter, un article 20bis nouveau, libellé comme suit :

« Art. 20bis. § 1<sup>er</sup>. Le Comité permanent P exerce à l'égard des membres de son Service d'Enquêtes détachés de la police fédérale et de la police locale les compétences visées aux articles 19, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, et 20, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, de la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police.

§ 2. Lorsqu'un membre du personnel de la police fédérale ou de la police locale est, au moment des faits qui lui sont reprochés, membre du Service d'enquêtes du Comité permanent P, il reste soumis pour ces faits à l'autorité disciplinaire du Comité permanent P.

§ 3. Dans les cas prévus aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, un membre du Comité permanent P siège en tant qu'assesseur au conseil de discipline en lieu et place de l'assesseur prévu à l'article 40, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police. »

**Art. 8.** A l'article 20bis, alinéa 2, de la même loi, inséré par la loi du 1<sup>er</sup> avril 1999, qui devient l'article 20ter, alinéa 2, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> le mot « inférieur » est remplacé par « supérieur »;

2<sup>o</sup> les mots « ni supérieur aux deux tiers de ces effectifs » sont supprimés.

**Art. 9.** L'article 24, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est complété comme suit :

« Les membres des services de police sont tenus de donner suite à toute convocation écrite. »

**Art. 10.** Le chapitre II, section 3, de la même loi est complété par un article 27bis, libellé comme suit :

« Art. 27bis. Le Comité permanent P et le directeur général du Service d'Enquêtes peuvent imposer des délais de réponse contraignants aux services ou aux membres de la police fédérale ou de la police locale auxquels ils adressent des questions dans l'exécution de leurs missions. »

**Art. 11.** A l'article 66bis, § 2, de la même loi, inséré par la loi du 1<sup>er</sup> avril 1999, sont apportées les modifications suivantes :

a) à l'alinéa 2, les mots « 11, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> » sont remplacés par les mots « 11, 1<sup>o</sup>bis, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> »;

b) à l'alinéa 3, les mots « 11, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> » sont remplacés par les mots « 11, 1<sup>o</sup>bis, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> ».

**Art. 12.** Dans la même loi, aux articles 10, alinéa 1<sup>er</sup>, devenu l'alinéa 2, 15, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, 17, alinéas 1<sup>er</sup>, 2, 3, 5 et 6, 18, alinéas 1<sup>er</sup>, 4 et 5, 19, alinéa 1<sup>er</sup>, 20, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, 20bis, devenu l'article 20ter, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, 21, 22, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, 23 et 26, les mots « chef », « chef adjoint » et chefs adjoints » sont remplacés respectivement par les mots « directeur général », « directeur général adjoint » et « directeurs généraux adjoints ».

De individuele gegevens kunnen enkel worden medegedeeld aan de politiediensten voor wat hun personeelsleden betreft en aan de algemene inspectie van de federale en de lokale politie. ».

**Art. 6.** In dezelfde wet wordt een artikel 14ter ingevoegd, luidende :

« Art. 14ter. De commissaris-generaal van de federale politie, de korpschefs van de lokale politie, de inspecteur-generaal van de federale en de lokale politie en de leiding van de politiediensten bedoeld in artikel 3, die een jaarverslag of een ander algemeen verslag over hun werking opstellen, sturen binnen twee weken een exemplaar hiervan aan de voorzitter van het Vast Comité P. »

**Art. 7.** In dezelfde wet wordt in de plaats van artikel 20bis, dat artikel 20ter wordt, een nieuw artikel 20bis ingevoegd, luidende :

« Art. 20bis. § 1. Het Vast Comité P oefent ten opzichte van de leden van de federale en van de lokale politie die naar zijn Dienst Enquêtes gedetacheerd zijn, de bevoegdheden uit bedoeld in de artikelen 19, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, en 20, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, van de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten.

§ 2. Wanneer een personeelslid van de federale politie of van de lokale politie, op het ogenblik van de feiten die het ten laste worden gelegd, lid was van de Dienst Enquêtes van het Vast Comité P, blijft het voor deze feiten onderworpen aan de tuchtrechtelijke autoriteit van het Vast Comité P.

§ 3. In de gevallen bedoeld in de §§ 1 en 2, houdt een lid van het Vast Comité P zitting als bijzitter in de tuchtraad in de plaats van de bijzitter bedoeld in artikel 40, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten. »

**Art. 8.** In artikel 20bis, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 1 april 1999, dat artikel 20ter, tweede lid, wordt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> het woord « minder » wordt vervangen door het woord « meer »;

2<sup>o</sup> de woorden « en niet meer dan twee derde ervan » vervallen.

**Art. 9.** Artikel 24, § 1, eerste lid, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« De leden van de politiediensten zijn gehouden gevolg te geven aan elke schriftelijke oproeping. »

**Art. 10.** Hoofdstuk II, afdeling 3, van dezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 27bis, luidende :

« Art. 27bis. Het Vast Comité P en de directeur-generaal van de Dienst Enquêtes kunnen dwingende antwoordtermijnen opleggen aan de diensten of aan de leden van de federale of van de lokale politie, waaraan ze vragen richten in de uitvoering van hun opdrachten. »

**Art. 11.** In artikel 66bis, § 2, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 1 april 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het tweede lid worden de woorden « 11, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup> » vervangen door de woorden « 11, 1<sup>o</sup>bis, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup> »;

b) in het derde lid worden de woorden « 11, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup> » vervangen door de woorden « 11, 1<sup>o</sup>bis, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup> ».

**Art. 12.** In dezelfde wet worden in de artikelen 10, eerste lid, dat het tweede lid geworden is, 15, eerste en tweede lid, 17, eerste lid, tweede lid, derde lid, vijfde lid en zesde lid, 18, eerste lid, vierde lid en vijfde lid, 19, eerste lid, 20, eerste en derde lid, 20bis, dat artikel 20ter is geworden, eerste en tweede lid, 21, 22, eerste en tweede lid, 23 en 26 de woorden « hoofd », « het hoofd », « adjunct-hoofd », « het adjunct-hoofd », de « adjunct-hoofden » en « adjunct-hoofden » vervangen door respectievelijk de woorden « directeur-generaal », « de directeur-generaal », « adjunct-directeur-generaal », « de adjunct-directeur-generaal », « de adjunct-directeurs-generaal » en « adjunct-directeurs-generaal ».

**Art. 13.** A l'article 18, alinéa 5, de la même loi, les mots « l'autre chef adjoint » sont remplacés par les mots « l'autre directeur général adjoint » et le mot « 20bis » est remplacé par le mot « 20ter ».

**Art. 14.** Aux articles 57, alinéa 2 et 58, alinéa 3, de la même loi, les mots « les chefs des Services d'Enquêtes » et « Chaque chef de Service d'Enquêtes a », sont remplacés respectivement par les mots « le directeur général du Service d'Enquêtes P et le chef du Service d'Enquêtes R » et « le directeur général du Service d'Enquêtes P et le chef du Service d'Enquêtes R ont ».

**Art. 15.** A l'article 59 de la même loi, les mots « chef et des membres des Services d'Enquêtes » sont remplacés par les mots « directeur général du Service d'Enquêtes P, du chef du Service d'Enquêtes R ainsi que des membres de ces services ».

**Art. 16.** A l'article 65, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, de la même loi, tel que modifié par la loi du 1<sup>er</sup> avril 1999, les mots « chef d'un Service d'Enquêtes d'un de ces Comités permanents » et « chef d'un Service d'Enquêtes » sont remplacés par les mots « directeur général du Service d'Enquêtes P ou chef du Service d'Enquêtes R ».

#### CHAPITRE III. — *Modification de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police*

**Art. 17.** A l'article 44/1, alinéa 3, de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, inséré par la loi du 2 avril 2001, sont apportées les modifications suivantes :

a) les mots « au Service d'Enquêtes du Comité permanent P, au Service d'Enquêtes du Comité permanent R, » sont insérés entre le mot « étranger, » et les mots « à l'inspection »;

b) les mots « au Comité permanent P et au Comité permanent R » sont insérés entre les mots « services de renseignements et de sécurité » et les mots « qui en ont ».

#### CHAPITRE IV. — *Entrée en vigueur*

**Art. 18.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 mai 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
A. DUQUESNE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

—  
Note

(1) *Session 2001-2002.*

Chambre des représentants :

*Document parlementaire.* – Proposition de loi de MM. Coveliers, Bacquelaine, Detremmerie, Larcier, Mme Pelzer-Salandra, MM. Vandenhove, Van Hoorebeke et Van Parys n° 50-1790/1.

*Session 2002-2003.*

Chambre des représentants :

*Documents parlementaires.* – Rapport n° 50-1790/2. – Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat n° 50-1790/3.

*Compte rendu intégral* : 27 février 2003.

Sénat :

*Documents parlementaires.* – Projet transmis par la Chambre des représentants n° 2-1518/1. – Amendements n° 2-1518/2. – Rapport n° 2-1518/3. – Texte corrigé par la commission n° 2-1518/4. – Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale n° 2-1518/5.

*Annales* : 27 mars 2003.

**Art. 13.** In artikel 18, vijfde lid, van dezelfde wet worden de woorden « het andere adjunct-hoofd » en vervangen door de woorden « de andere adjunct-directeur-generaal » en wordt het woord « 20bis » vervangen door het woord « 20ter ».

**Art. 14.** In dezelfde wet worden in de artikelen 57, tweede lid, en 58, derde lid, de woorden « de hoofden van de Diensten Enquêtes » en « Elk hoofd van de Dienst Enquêtes » telkens vervangen door de woorden « de directeur-generaal van de Dienst Enquêtes P en het hoofd van de Dienst Enquêtes I ».

**Art. 15.** In artikel 59 van dezelfde wet worden de woorden « van het hoofd en van de leden van de Dienst Enquêtes » vervangen door de woorden « van de directeur-generaal van de Dienst Enquêtes P, het hoofd van de Dienst Enquêtes I en de leden van deze diensten ».

**Art. 16.** In artikel 65, § 2, eerste en derde lid, van dezelfde wet, als gewijzigd door de wet van 1 april 1999, worden de woorden « tot hoofd van een Dienst Enquêtes van een van deze Vaste Comités » en « tot hoofd van een Dienst Enquêtes » vervangen door de woorden « tot directeur-generaal van de Dienst Enquêtes P of tot hoofd van de Dienst Enquêtes I ».

#### HOOFDSTUK III. — *Wijziging van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt*

**Art. 17.** In artikel 44/1, derde lid, van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, ingevoegd bij de wet 2 april 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « de Dienst Enquêtes van het Vast Comité P, de Dienst Enquêtes van het Vast Comité I, » worden ingevoegd tussen de woorden « politiediensten, » en de woorden « de algemene inspectie »;

b) de woorden « bij het Vast Comité P en bij het Vast Comité I » worden ingevoegd tussen de woorden « de inlichtingen- en veiligheidsdiensten » en de woorden « die ze nodig hebben ».

#### HOOFDSTUK IV. — *Inwerkingtreding*

**Art. 18.** Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 3 mei 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. DUQUESNE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

*Parlementair stuk.* – Wetsvoorstel van de heren Coveliers, Bacquelaine, Detremmerie, Larcier, Mevr. Pelzer-Salandra, de heren Vandenhove, Van Hoorebeke en Van Parys nr. 50-1790/1.

*Zitting 2002-2003.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

*Parlementaire stukken.* – Verslag nr. 50-1790/2. – Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat nr. 50-1790/3.

*Integraal verslag* : 27 februari 2003.

Senaat :

*Parlementaire stukken.* – Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers nr. 2-1518/1. – Amendementen nr. 2-1518/2. – Verslag nr. 2-1518/3. – Tekst verbeterd door de commissie nr. 2-1518/4. – Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd nr. 2-1518/5.

*Handelingen* : 27 maart 2003.